

Viabilité pour la planète Terre

Partage international n° 141 - Mai 2000

Interview de Jim Bell par Cher Gilmore

Jim Bell, expert de renommée mondiale en matière de développement écologiquement viable, est conférencier et animateur de l'émission de radio hebdomadaire Common Sense (Sens commun). Il fut codirecteur du projet Eco Parque, une usine expérimentale de recyclage des eaux usées, à Tijuana, au Mexique, et directeur du Centre pour une technologie appropriée, à San Diego, Californie, pendant sept ans. Il est l'auteur du livre : Achieving Economic Security on Spaceship Earth (Atteindre la sécurité économique et écologique à bord du vaisseau spatial Terre). En décembre 1999, il posa sa candidature au siège de maire de San Diego, l'élection devant avoir lieu en mars 2000. Cher Gilmore l'a interviewé pour Partage international avant sa déclaration de candidature.

Partage international : *L'introduction de votre ouvrage porte sur notre incapacité à gérer la planète de manière économiquement viable, et sur la nécessité d'en faire une priorité absolue.*

Jim Bell : C'est la priorité absolue. Si nous n'établissons pas une relation correcte avec le système de survie de notre planète, tout progrès accompli à court terme sera finalement balayé. Mais je crois aussi que cet objectif ne sera pas atteint si les gens doivent changer sous la contrainte. Tout changement durable devra passer par une coopération.

PI. *Comment définiriez-vous une économie viable ?*

JB. Je la définis comme la condition dans laquelle toute activité économique, individuelle ou collective, est conduite de manière à préserver le fondement social et écologique sur lequel elle repose. La racine grecque du mot « économie » a pour sens gestion domestique ; ou, d'un point de vue global, gestion viable. Dans le monde moderne, notre course aveugle à l'enrichissement matériel a laissé cet aspect sur la touche.

PI. *Ainsi la convoitise nous aveugle ?*

JB. On nomme cela convoitise, mais je considère plutôt ce comportement comme un pallier dans le processus de maturation – tels de jeunes enfants

explorant le stade du « c'est à moi ». Si nous en restions tous à ce niveau, l'interaction complexe d'une conscience individuelle à l'autre, censée profiter à l'espèce entière serait impossible. Ceci requiert seulement que chacun de nous soit un peu plus conscient et ouvert.

PI. *Dans votre livre, vous dites que les accords sur le commerce mondial sont néfastes à l'économie. Pour quelles raisons ?*

JB. Parmi les économies dominantes de notre planète, aucune n'est soutenable. Toutes dépendent des énergies fossiles non renouvelables ; et quant aux autres ressources, elles les pillent et les polluent systématiquement. Ceci est insoutenable. Quand vous donnez un coup d'accélérateur aux échanges commerciaux entre deux économies de ce type, cela signifie davantage de dégâts dans l'environnement et plus d'êtres humains jetés sur les routes, avec pour seule issue de se battre pour quelque emploi sous-payé en ville. Nous oublions quelquefois que le droit de s'organiser, tel que nous l'avons aux Etats-Unis, n'existe pas dans de nombreux pays, où le travail est synonyme d'extorsion ou de chantage.

Le mythe économique en vigueur consiste à dire : « Faisons un maximum d'argent et ensuite nous nous occuperons de l'impact négatif sur l'environnement. » Cela ne fonctionne pas car les dommages sont tels que les bénéfiques, quels qu'ils soient, ne pourront jamais les réparer. Nous sommes comme ces gens vivant dans une belle maison et qui, de temps en temps, trouvent que ça s'est rafraîchi : au lieu de boucher les fissures pour améliorer l'isolation thermique, nous abattons les murs pour les jeter dans la cheminée. C'est exactement ce que notre économie pratique en ce moment. Nous vivons tranquillement et bien au chaud jusqu'à ce que la maison ait complètement brûlé – ou du moins jusqu'au point où elle s'effondre d'elle-même.

Pour des prix de vente intégrant les coûts écologiques...

PI. *Vous dites que le système de libre échange ne vise pas la promotion des produits et services écologiquement sains parce que les tarifs ne sont pas fixés selon leurs coûts réels.*

JB. Ce que je veux mettre en évidence, c'est que nous ne disposons pas d'un marché libre, mais qu'il s'agit plutôt d'un système de subvention du capital. Et je suis persuadé que si nous avions affaire à un véritable marché libre, notre planète serait en

meilleure santé. Les mécanismes qui peuvent nous y aider sont une adéquation entre le coût et le prix des produits, et l'arrêt des pratiques iniques. Quand nous achetons un produit ou un service, nous ne payons pas pour les coûts environnementaux et sociaux qu'ils impliquent. Ces coûts, qui vont de l'effondrement de la pêche industrielle à la pollution de l'air que nous respirons, sont répercutés sur la société dans son ensemble et sur les générations futures. Une tarification basée sur le coût réel devrait identifier ces paramètres et les intégrer au prix des produits ou services préjudiciables au bien commun. La marge générée pourrait servir à nettoyer les déchets, au lieu de venir en réduction de nos impôts, ou être compensée par une augmentation du coût de la santé. Mais la retombée la plus pragmatique en serait un nivellement du terrain de jeu économique, et une capacité, pour les produits et services respectueux de l'environnement, à se mesurer à armes égales avec les valeurs traditionnelles du système capitaliste. Alors que la règle actuelle barre la route à ces produits et processus alternatifs, et étouffe la créativité des entreprises.

... et les coûts sociaux

PI. *Pensez-vous que le système de libre échange, même en appliquant cette nouvelle grille, pourrait réduire le décalage intolérable qui existe entre les riches et les pauvres ?*

B. Oui, car un nouveau mode de tarification devrait prendre en compte les coûts sociaux. De la même manière que pour les coûts environnementaux, ceux-ci seraient moins élevés s'ils étaient anticipés. L'adoption de cette norme dans le commerce mondial serait déterminante pour aider les pauvres à récolter le fruit de leur travail. Mais, en dernière analyse, on en revient toujours à une question de conscience : si un nombre suffisant de décideurs accédait à une conscience suffisante, bien des maux inutiles pourraient être évités dans ce monde ; même sans tarification au coût réel.

La génération Y

PI. *Pourquoi avez-vous décidé de vous présenter aux élections municipales de San Diego ?*

JB. Pour la même raison que j'ai écrit mon livre : je suis inquiet pour les enfants du monde et les générations futures. Je crois que développer une relation soutenable avec notre planète est le minimum que l'on puisse faire. Faire moins c'est hypothéquer l'avenir.

Un jeune homme de mes amis me disait qu'il était membre de la génération Y. Je lui ai demandé ce que cela voulait dire. Il m'a répondu : « *Pourquoi nous*

collez-vous tous ces déchets radioactifs et toxiques sur les bras, pourquoi décimez-vous nos forêts, pourquoi notre économie s'applique-t-elle à détruire et à polluer tout ce qui existe ? »

La génération Y, elle aussi, participe malheureusement à la destruction ; elle devra travailler avec nous pour réparer ce gâchis. La première étape consistera à arrêter le massacre, la deuxième, à faire le ménage. Je me présente à la fonction de maire car je sais comment m'y prendre pour arrêter ce processus infernal, et comment effectuer des réparations qui soient tout bénéfique pour chacun d'entre nous, pour le présent comme pour le futur.

L'implication de chacun

PI. *Que peuvent les simples citoyens pour amener les changements dont vous parlez ? Ce sont des changements énormes, qui nécessitent l'approbation de la société.*

JB. Les gens doivent se secouer et s'impliquer politiquement ; devenir candidats, ou travailler pour eux, faire campagne pour eux, voter pour eux. Et si personne n'est digne d'être élu, alors il faut se présenter soi-même. S'il s'avère que c'est vous le meilleur, alors c'est vous qui devez vous présenter ; mais en gardant à l'esprit le souci de permettre à tous de participer. Il faut utiliser notre démocratie et nos droits pour réaliser ces changements. Si l'argent de nos impôts sert à payer le contrat qui assassine notre planète, alors il est urgent de changer la règle du jeu. C'est là que nous devons intervenir.

L'objectif que je propose est un apprentissage de la vie et du travail en harmonie avec la planète ; nous devons apprendre à respecter notre cadre de vie et transmettre cet enseignement à nos enfants. Il existe un dicton : « *Vous devez conduire un cheval à l'abreuvoir, mais vous ne pouvez pas boire à sa place.* » Mon livre montre le chemin jusqu'à l'eau, mais c'est à nous de choisir. Si nous prenons la juste décision, alors le futur peut être une aventure passionnante. Sinon, ce sera un lieu de tristesse. Mais je n'ai pas de vision négative : je considère le dilemme de l'humanité comme un élément dynamique, et la prise de conscience comme un élément de transformation. Je fais tout cela parce que travailler à créer une économie soutenable pour nos enfants et les générations futures est tout simplement la chose à faire pour moi ici et maintenant. Je suis convaincu aussi que c'est finalement la seule action sensée.

Pour de plus amples informations, ou pour commander le livre *Achieving Economic Security on Spaceship Earth* : ELSI – Ecological Life Systems Institute – PO Box 7453, San Diego, CA 92167, E.-U.

- Tél : 619-758-9020. Le programme de radio
Common Sense est accessible sur internet :
www.jimbell.com

Auteur : Cher Gilmore, collaboratrice de Share
International basée à Los Angeles (Californie).

Thématiques : [Société](#), [environnement](#), [éducation](#)

Rubrique : [Divers](#) ()